



## AIRES MARINES PROTEGEES CAPITALISATION DES EXPERIENCES COFINANCEES PAR LE FFEM

Thierry CLEMENT, Catherine GABRIE,  
Jean Roger MERCIER, Héloïse YOU

---

### 2nd PARTIE – RAPPORTS D'ANALYSE THEMATIQUE

---

---

### N 6 - La gestion du tourisme dans les AMP

---



  J.CALAS



  J.CALAS



  O.BORN

Mars 2010

Etude coordonnée par Julien CALAS - Secrétariat du FFEM



Or ade-Br che – 64, chemin del prat – 31320 AUZEVILLE

tél. : 05.61.73.62.62 – Fax : 05.61.73.62.90

[oreade-breche@oreade-breche.fr](mailto:oreade-breche@oreade-breche.fr)

Catherine GABRIE

60, rue Jules Isaac -13009 – MARSEILLE  
Tél : 06.15.40.83.27 ; Fax : 04.91.71.57.51

[c.gabrie@free.fr](mailto:c.gabrie@free.fr)



## 2<sup>nd</sup> PARTIE DE L'ETUDE

### LISTE DES RAPPORTS D'ANALYSE THEMATIQUE

1 : Le montage des projets de création ou d'appui aux AMP

2 : Création, Gestion et Gouvernance des AMP

3 : Le financement pérenne des AMP

4 : Les activités alternatives génératrices de revenus (AAGR)

5 : La gestion de la pêche

6 : La gestion du tourisme

7 : Recherche scientifique et suivi des effets des AMP

8 : Evaluation économique et calcul du taux de rentabilité interne des projets d'AMP.

# LE TOURISME DANS LES AMP

## INTRODUCTION

Le tourisme est reconnu comme l'une des activités les plus prometteuses pour les aires protégées. Il peut jouer à la fois un rôle positif (apport de financements aux AMP, sensibilisation des touristes, maintien des paysages) et un rôle négatif (source de dégradation et de pollution, important besoin en ressources naturelles - eau, nourriture, espace -, impact culturel).

Dans les projets du FFEM, l'activité touristique présente des différences très importantes entre AMP : la Thaïlande, Moorea, Ste Lucie ou encore Tobago Cays reçoivent plus de 100 000 visiteurs par an ; les parcs comme Quirimbas, l'île de Coco, Bamboung en comptent 2 à 3 000 par an. Les AMP de Mésio-Amérique ou de Tanzanie reçoivent moins de 1 000 visiteurs par an et certaines AMP du Pacifique sud n'en reçoivent pas du tout (ex : Langa Langa aux Salomon). Au sein des projets, les actions en faveur du tourisme se situent à deux niveaux :

- Le tourisme communautaire, souvent développé à petite échelle, comme activité alternative (traité dans le chapitre activités alternatives génératrices de revenu ou AAGR),
- Le tourisme de plus grande envergure, source de devises et de droits d'entrée pour les AMP, mais aussi de pression (voir chapitre financements des AMP).

## MESO-AMERIQUE

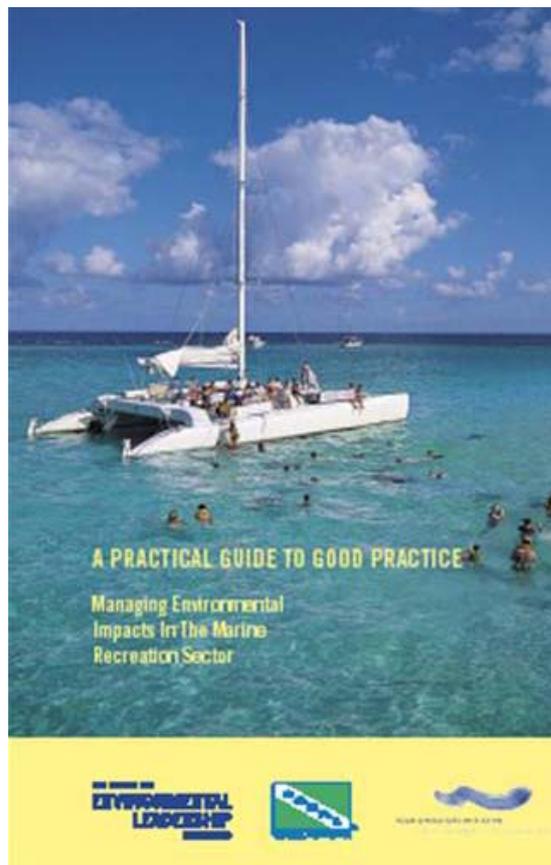
### Objectifs

L'une des composantes du projet FFEM au Mésio-Amérique a pour objectif de « promouvoir le développement durable du territoire, en accord avec le respect de la sensibilité du récif corallien et le développement d'un tourisme durable en zone côtière ». Cette activité n'est pas financée par le FFEM, mais dans le cadre d'un autre projet régional (projet ICRAN Mar de UNF, USAID, UNEP) de la «Coral Reef Alliance » (CRA) entre le WWF et l'UNEP-DTIE.

Dans ce cadre diverses activités ont été mises en œuvre :

- un atelier de promotions de bonnes pratiques pour le tourisme marin au Belize en juin 2006,
- un forum sur la plongée sous-marine,
- des micro-subsventions pour promouvoir le tourisme durable,
- un code de bonne conduite pour 3 activités de tourisme qui fait des recommandations sur les attitudes à adopter (plongée bouteille et apnée, plaisance) largement diffusé (CDRom, documents divers),
- la pose de bouées de mouillages,
- des actions de sensibilisation.

En 2007, un programme d'éducation dans le parc marin de Roatan (soutenu par le projet ICRAN-MAR et par CORAL) a été mis en œuvre avec l'objectif de maintenir le système de bouées déjà installées et de réduire la forte pression de plongée sur le récif.



Une deuxième phase du projet devrait être développée par la Coral Reef Alliance, financée par la fondation Summit. Les objectifs seraient de faire appliquer les codes de bonnes conduites, d'évaluer leur application, avec l'aide de Reef Check, et de travailler à ce que les pays l'intègrent dans leur législation. Un important travail est également conduit, notamment par l'ONG GAD au Honduras, pour travailler sur le foncier et faire en sorte que les communautés ne « bradent » pas leurs terres aux investisseurs.

**Projets d'éco-tourisme dans les AMP du Mésio-Amérique appuyés par le projet FFEM :** (voir chapitre sur les AAGR)

A Cayos Cochinos :

- un restaurant dans la communauté d'East End à Cayos Mayor, fréquenté par environ 200 touristes /jour,
- un gîte touristique à Chachahuate,
- des échoppes à Rio Esteban et un service de transports touristiques.

A Punta de Manabique :

- un hôtel (éco auberge) dans la communauté d'Estero Lagarto (3 chambres, 120 clients par an), un centre d'accueil des visiteurs avec sentier éducatif et le développement de l'artisanat local.

A Cuero y Salado :

- information des touristes, au travers du comité touristique,
- formation de guides.

## Le tourisme scientifique à Cayos Cochinos

L'organisme de gestion de Cayos Cochinos a développé avec deux ONG (Wallacea et Biosphere Expedition) un accueil de scientifiques. Chaque année, entre 500 et 600 étudiants viennent sur l'archipel poursuivre des recherches en biologie, en écologie terrestre et marine, ainsi que dans le domaine social. Le tourisme scientifique rapporte environ 200 000 US\$ par an (400 US\$ par volontaire).

## COSTA RICA

Objectifs : l'une des composantes du projet de l'île de Coco concerne l'amélioration de la gestion du tourisme afin de réduire les impacts sur les écosystèmes marins et terrestres. Il était prévu pour ce faire :

- d'évaluer la capacité de charge et mettre en place une planification des activités écotouristiques,
- de mettre en place les infrastructures permettant la maîtrise et la sensibilisation des visiteurs,
- de sensibiliser les visiteurs, en partenariat avec les opérateurs du tourisme de plongée,
- d'élaborer un manuel des bonnes pratiques pour les activités de plongée.

Bien que très éloignée de la côte, l'île de Coco attire de nombreux touristes. La plongée représente la principale ressource financière de l'organe de gestion (ACMIC), les plongeurs étant très attirés par l'exceptionnelle concentration de requins-marteaux. Les activités touristiques sont également centrées sur l'escale plaisancière, avec une faible demande pour débarquer sur l'île.

Le nombre de visiteurs annuels du parc a augmenté de manière sensible : ils étaient 2000 au début du projet (en 2004) et sont maintenant environ 3000. Sur cet effectif, près de 2000 visiteurs sont des plongeurs prêts à déboursier de 4 à 5000 US\$ par personne pour un séjour de plongée d'une semaine (délai de transport entre Puntarenas et l'île compris) soit un chiffre d'affaire d'environ 10 millions d'US\$ par an.

Le projet de l'île de Coco est le seul à avoir réalisé une **étude sur la capacité de charge des sites de plongée**. Cette étude, réalisée par un consultant du PNUD est en cours de finalisation. La méthodologie employée est celle de Cifuentes et al (1992)<sup>1</sup> : elle vise à établir le nombre maximal de visiteurs que peut recevoir une zone d'après ses conditions physiques, biologiques et de gestion au moment de l'étude.

Jusqu'à présent, 3 opérateurs touristiques de plongée desservent l'île, mais il semble que de nouveaux opérateurs s'apprêtent à lancer de nouvelles offres de séjour. Au début du projet, la norme retenue était de 60 plongeurs par jour sur 10 sites de plongée du parc. Entretemps, le nombre de sites de plongées officiel est passé à 15,

<sup>1</sup> CIFUENTES *et al*, 1992: Determinación de capacidad de carga turística en áreas protegidas. CATIE. Serie Técnica. Informe Técnico no 194. Turrialba, Costa Rica

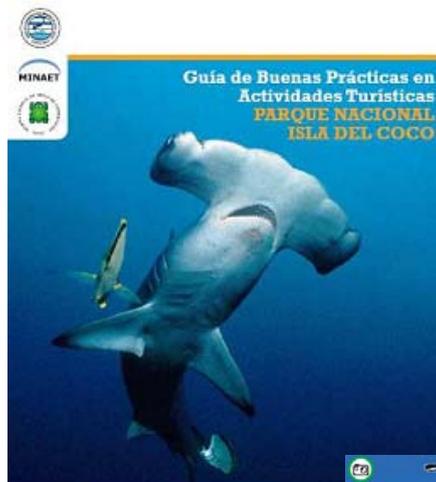
mais plus de 20 sites seraient en fait déjà régulièrement utilisés. L'étude de capacité de charge porte sur les 15 sites reconnus et aboutit à maintenir globalement le niveau de charge, en précisant qu'il ne peut dépasser 12/20 groupes de plongeurs maximum par site de plongée.

L'ACMIC enregistre de nombreuses demandes de nouvelles concessions de la part d'opérateurs touristiques. Face à cette pression grandissante, l'absence de système de suivi des activités et de leurs impacts rendent difficile la gestion de l'activité.

Concernant la **mise en place d'infrastructures**, un plan d'amélioration des capacités d'ancrage est prévu en 2009 afin d'ajouter 10 nouvelles bouées d'amarrage et de réparer 4 bouées existantes. Par ailleurs le parc dispose d'un programme d'accueil de volontaires pour porter assistance aux gardes du parc. Ces volontaires sont transportés, nourris et logés lors de leur séjour sur l'île contre un service d'un mois de travail bénévole. Un centre doit être réalisé dans la baie de Chatham (lieu d'ancrage préférentiel des visiteurs du parc, car plus calme) permettant à la fois l'hébergement des gardes, la surveillance de la baie et l'accueil des visiteurs touristiques sont en cours de finalisation afin d'engager le contrat de construction.

De nombreuses **actions de sensibilisation** ont été menées au sein du parc. Des vidéos de sensibilisation des visiteurs à leur arrivée et d'invitation à soutenir les efforts de protection du

parc sont, semble-t-il, assez systématiquement diffusées avec l'aide des opérateurs touristiques. Un questionnaire est également distribué à tous les visiteurs du parc pour mesurer leur degré de satisfaction et améliorer les services rendus par le parc, avec des retours de satisfaction d'environ 90 %. Un site internet du parc est



opérationnel, permettant d'accéder à de nombreuses informations, notamment à un guide de visite du parc qui peut être téléchargé sur un agenda portatif ou un téléphone portable. Un **manuel de bonnes pratiques** de l'ensemble des activités touristiques sur le parc a été élaboré et est en cours de finalisation. Ce guide didactique donne des recommandations pratiques et illustrées sur les précautions à prendre en matière d'ancrage, de navigation, de maintenance des navires, de gestions des déchets solides et des eaux usées, de visite à terre, de pratique de plongée et de photographie et d'observation de la faune aquatique (notamment sur les distances de

sécurité à observer vis-à-vis des cétacés, des raies et des requins).

**Un Plan de Suivi de l'Impact du Tourisme Marin** a été élaboré en 2008 dont l'objectif est d'évaluer les impacts du tourisme marin sur le parc à travers la mise en place de protocoles de suivi spécifiques. Ainsi 12 indicateurs ont été sélectionnés (voir tableau ci-dessous) dans les domaines de la conservation, de la gestion, de la socio-économie et sur la satisfaction des visiteurs, permettant ainsi d'élaborer quelques recommandations pour limiter les effets négatifs du tourisme marin.

Thème	Indicateurs
Conservation	% de sites visités avec des facteurs physiques générant un impact visuel négatif
	Abondance relative des espèces focales
	Indice de réaction des espèces focales aux comportements des touristes
	% de la fréquence du contact sur le substrat pendant la plongée
	Changements visibles de l'habitat benthique
Gestion	Nombre de visiteurs dans le parc
	Nombre d'espèces exotiques
	Ressources disponibles pour la gestion
Socio-économie	Ressources apportées par l'industrie touristique comme contribution à la gestion de l'AMP
Satisfaction	Accidents lors des opérations touristiques
	% de plaintes des touristes
	Evaluation positive des services touristiques

## SMMA

L'objectif initial du projet financé par le FFEM, était de contribuer au développement local et national, particulièrement dans les secteurs du tourisme et de la pêche, mais il ne s'est pas vraiment intéressé au développement du tourisme en tant que tel, sinon à l'apport financier du tourisme pour le parc. Les financements du projet ont été concentrés sur la résolution des conflits entre pêcheurs et autres usagers.

La SMMA est située dans l'un des sites les plus réputés et les plus visités à Sainte Lucie (70% des visiteurs étrangers de Sainte Lucie viennent à la Soufrière, d'après les chiffres du Ministère du Tourisme) et la dépense moyenne d'un visiteur à Ste Lucie pour 7 jours est d'environ 2270 dollars. La capacité hôtelière est importante (plusieurs milliers de lits).

Le nombre de visiteurs par an dans l'AMP n'est pas connu avec précision puisqu'il n'y a pas de droit d'entrée, mais on estime qu'environ 500 000 visiteurs passent à la Soufrière. Une majorité d'entre eux, venus par bateaux de croisière, n'exploitent pas réellement l'AMP. Mais si seulement la moitié des touristes pratiquent des activités aquatiques (autre que la croisière) du fait de la petite surface de l'AMP (environ 120ha), les impacts peuvent être importants.

Le tourisme finance l'AMP par des taxes sur les mouillages et sur les plongées sous-marines en bouteilles et en apnée (taxes journalières ou

annuelles pour les non résidents dans les hôtels). Grâce au tourisme, les revenus de la SMMA ont été multipliés par 10 entre 1996 et 2006 (voir tableau ci-dessous). Depuis 2004, le tourisme permet d'équilibrer le budget (hors amortissement).

Recettes et dépenses de SMMA en milliers d'EC US\$ (1 € env 2,5 EC \$)	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07
Mouillage	15	90	115	109	112	103	134	147	161	197	211	218	180
Plongée	27	77	72	72	125	131	65	129	157	210	206	195	205
Snorkeling	0	0	0	0	0	0	2	19	53	78	78	84	60
Autre					5	3	4			8	21	20	19
Recettes	42	167	187	181	242	237	205	295	371	493	516	517	464
Dépenses								496	396	329	383	456	
Solde								-201	-25	164	133	61	

Le tourisme était, avant la création de l'AMP, une importante source de conflits d'usages avec la pêche, que la mise en place du parc a contribué à résoudre :

- les conflits entre hôteliers et populations locales pour l'accès aux plages pour les activités de pêche et récréatives.
- les conflits avec les pêcheurs concernant la localisation de la jetée pour les circulations touristiques (vue comme un obstacle pour la pêche à la senne).
- les conflits entre pêcheurs et bateaux touristiques accusés de dégrader les engins de pêche en circulant trop près des zones de pêche.

En résolvant ses conflits, le projet a permis au tourisme de se développer et à l'AMP de trouver les moyens de financer ses équipes (voir chapitre sur le financement des AMP).



L'évaluation de la valeur économique des récifs coralliens associés au tourisme a été estimée à 72,2 millions de dollars : dépenses dues au logement, aux activités de plongée et pêche sportive, aux droits d'entrée des visiteurs (mouillages, plongée, etc.) aux restaurants et au shopping. Cette évaluation a montré que dans cette AMP, 94 % de la valeur du récif était constituée par l'activité touristique.

Mais il n'y a eu aucune véritable étude sur la capacité de charge et peu de données existent sur l'impact des touristes sur les récifs. Seule une étude de Barker et Callum en 2001 a estimé les impacts sur les coraux des touristes pratiquant l'apnée, impact apparemment non négligeable.

## TOBAGO CAYS (PROJET OPAAL)

Le site de Tobago Cays fonctionne sur un principe extrêmement proche de celui de SMMA car il bénéficie également d'une fréquentation touristique très forte et régulière.

Les recettes des taxes (principalement à l'accès, au mouillage et à la plongée) permettent de couvrir partiellement les coûts de fonctionnement de l'AMP.

Aucun hôtel n'existe dans l'AMP, mais ils sont nombreux dans les diverses îles alentours et la pression sur l'AMP risque donc d'être très forte.

## SENEGAL

L'objectif du développement touristique, dans le projet Narou Heuleuk est de financer l'AMP.

La zone où est située l'AMP est déjà fréquentée par des touristes amateurs de nature et le site de Toubacouta compte déjà quelques centaines de lits.

Le but de la mise en place du campement du Bamboug, au cœur de l'AMP, était de permettre la pérennisation de l'AMP selon le principe suivant :

- 1 : le campement est bénéficiaire,
- 2 : les bénéfices générés permettent de :
  - payer la maintenance des investissements existants et si nécessaire des investissements supplémentaires dans l'AMP,
  - couvrir les charges de fonctionnement de l'AMP elle-même (dont salaires des surveillants, essence, entretien du matériel, etc.),
  - soutenir la Communauté Rurale de Toubacouta (50 villages) en versant 1/3 des bénéfices à son budget pour réaliser des actions d'intérêt communautaire.

### Description du campement

Les principes de base retenus pour la construction du campement ont été d'économiser les ressources fossiles et maîtriser les ressources renouvelables, de limiter et maîtriser les déchets en favorisant l'utilisation de produits biodégradables, en pratiquant la récupération et la transformation des déchets, de privilégier les produits locaux, de sensibiliser les acteurs (visités et visiteurs) à la protection de l'environnement et au respect des biodiversités, de maîtriser le flux des visiteurs pour optimiser la qualité d'accueil, d'adapter les technologies de pointe aux savoirs faire traditionnels (par exemple, le campement a été construit avec des briques locales) et de coupler l'économie touristique ainsi créée, à l'économie locale pour en optimiser les retombées.

Le campement de 24 places bénéficie d'une mise en ligne via le site Internet de l'Océanium qui reçoit également par email certaines demandes d'hébergement.

### Coûts de réalisation du campement

Le coût du campement avoisine les 55 000 € pour un coût total de création de l'AMP de l'ordre de

100000 € incluant entre autres : l'achat d'une embarcation motorisée (environ 10 000 €), une aide au fonctionnement du campement (environ 10 000 €) et la délimitation de l'AMP (environ 5 000 €).

Même si des améliorations significatives peuvent être apportées au fonctionnement de ce campement, deux ans après son lancement celui-ci fonctionne et produit des bénéfices qui servent à payer les gardiens de l'AMP, l'entretien du campement et de reverser 1/3 de ces bénéfices à la communauté rurale locale. Cette première réalisation peut donc être considérée comme un succès. Ainsi les recettes nettes hors salaires étaient de 4 000 € en 2006 (pour environ 500 clients) et de 3 300 € en 2007 (pour environ 620 clients), ce qui n'est pas du tout négligeable pour des petites collectivités rurales du Sénégal.

Campement de Bamboug (© T. Clément)



## TANZANIE, MNAZI BAY

Il n'y a pratiquement pas de tourisme actuellement dans la région et le projet n'a pas développé d'objectifs en ce sens.

Celle-ci possède pourtant de nombreux atouts et, en complémentarité avec d'autres sites, le tourisme devrait se développer à moyen et long terme. Plusieurs projets des bailleurs visent ce développement touristique.

Une étude sur le potentiel touristique du parc de Mnazi Bay a été réalisée en 2002\*. Le modèle de développement proposé repose sur trois piliers :

- conservation/environnement,
- communautés/population/culture,
- économie du tourisme.

A travers ces trois piliers, le projet cherche à être avant tout économiquement, socialement et écologiquement durable. Il propose six produits hôteliers, estimés à 38 millions de US \$, pour une capacité totale de 600 lits (au total 222 650 nuitées). Le rapport prévoit que ce développement pourrait générer un grand nombre d'emplois directs et indirects (estimés à 1380 emplois directs, 1500 indirects). Cette étude initiale, qui semble très optimiste, est en cours de révision à la lumière du plan de gestion du parc. Des directives pour les opérateurs sont également en cours de rédaction.

Mais les activités et infrastructures touristiques ne se développeront pas à court terme, en tout cas pas à une échelle permettant au parc d'en tirer rapidement un revenu substantiel.

## QUIRIMBAS, MOZAMBIQUE

L'objectif du projet est de mettre en place des conditions sociales, institutionnelles et financières de pérennité du parc, notamment au travers du développement du tourisme. Les activités prévoient l'approbation et l'application d'un plan de développement touristique soutenable d'un point de vue écologique, économique et social, ainsi que la création d'un « environnement favorable » pour l'investissement et la promotion du parc National des Quirimbas, assurant des retombées économiques aux populations et au parc.

Les îles de Quirimbas commencent à avoir une renommée internationale. Trois îles peuvent actuellement recevoir des touristes (Ibo, Matemo et Quilalea), et un site côtier sur le continent Guludo. La capacité hôtelière actuelle est de 142 lits ; avec trois gammes d'hôtels : luxe (Matemo, Guludo et Quilalea) ; gamme moyenne (Ibo Island Lodge, Portas Ibo) à très moyenne (TDM Ibo) et le tourisme communautaire. En 2006, 3300 touristes ont visité le parc (estimation du PNQ). Le tourisme a actuellement peu d'impacts sur l'environnement.

Dès la mise en place du parc et de son plan de gestion, les accords passés entre le parc et les communautés locales stipulent explicitement que les opérateurs touristiques et hôteliers qui souhaitent s'implanter dans le parc, doivent recevoir le consentement des populations locales et respecter divers points, dont les principaux sont :

- le versement d'indemnités pour toutes les habitations, vergers ou cultures affectés par les activités touristiques,
- la priorité d'embauche donnée aux habitants des communautés locales,
- la priorité de fourniture de services et de produits (vente de poissons, vente de produits agricoles, etc.) donnée aux communautés locales,

\* Mnazi Bay Ruvuma Estuary Marine Park Tourism Investment Framework, Lorton Consulting (non financée par le projet)

- l'établissement d'un fonds pour le développement communautaire, abondé par le reversement de 20% des taxes et redevances collectées auprès des opérateurs touristiques.

Le tourisme est l'un des secteurs clé identifié pour le développement de la région et du parc, qui possède de nombreux atouts, et le projet AFD/FFEM s'est clairement positionné dans la promotion et le développement de ce secteur, suivant deux voies : le développement du tourisme communautaire et le développement d'un tourisme plus luxueux, générateur de revenus pour le parc et les communautés, encadré par le plan de développement touristique.

### Le rôle du PNQ

La structure de gestion du parc a clairement mandat à assurer ce développement. Depuis janvier 2008, un officier responsable de cette thématique est présent, dont les missions et responsabilités sont importantes (voir encadré) ; il est appuyé par un assistant, basé à Ibo.

### Les missions du parc en matière de développement touristique

Celles-ci sont principalement de :

- diriger la mise en œuvre du Plan de Développement Touristique,
- assurer la communication et la coopération avec les différents acteurs du tourisme (opérateurs, administration, population) ;
- mettre en place des partenariats entre les communautés du Parc et les entreprises touristiques et s'assurer du respect des accords,
- s'assurer de la collecte des taxes touristiques,
- évaluer les propositions des nouveaux opérateurs et contrôler et suivre ces opérateurs,
- s'assurer que les structures touristiques sont compatibles avec l'environnement et la stratégie du Parc en quantité (capacité de charge) et en qualité (normes environnementales),
- appuyer le développement du tourisme communautaire, développer et mettre en place un système de suivi des données touristiques en coopération avec les services administratifs,
- assister les opérateurs touristiques dans l'identification des meilleures pratiques pour l'environnement et les relations avec les communautés,
- s'assurer que le tourisme est conduit en conformité avec les règlements du Parc et prendre des mesures correctives si besoin,
- assurer la diffusion de l'information.

Le parc joue par ailleurs le rôle de facilitateur dans le cas de conflits entre les communautés locales et opérateurs touristiques. Certaines entreprises touristiques privées attendent des appuis de la part du parc, pour la mise en œuvre d'activités durables.

Les relations avec les opérateurs touristiques n'ont pas toujours été au beau fixe, mais la nomination de l'officier en charge du tourisme a permis de les normaliser. Mais les opérateurs touristiques, et notamment ceux qui étaient présents avant la création du parc, soit presque tous, ne voient pas encore bien le bénéfice que le parc peut leur apporter. La communication en ce sens doit être développée.

## Le développement du tourisme communautaire

Le tourisme communautaire se développe depuis peu dans le parc, et aujourd'hui 5 sites sont en activité, dont 3 concernent la partie marine du parc:

- A Ibo, depuis un an, une association de tourisme communautaire a été créée (Ibo Island Homestay) et actuellement 3 familles (et une en cours) proposent des hébergements touristiques. Le parc a aidé financièrement (5000 US\$ chacun) à la préparation de ces chambres d'hôtes. La gestion est assurée par les femmes, assistées par un agent du parc, spécialisé dans le tourisme communautaire (le logement est payé à l'office de réservation, mais pas directement aux familles qui accueillent). Le revenu généré par ce programme touristique à Ibo (6 euros /personne/nuit) est partagé comme suit :
  - 60% pour la famille d'accueil
  - 30% pour le fonds communautaire
  - 10% pour les coûts administratifs.

En 2007, un total de 137 nuitées ont été comptabilisées (soit un bénéfice d'environ 1000 €). Les bénéfices générés ont multiplié par 2 ou 3 les revenus des familles. Le fonds communautaire s'élève à 10 000 meticals (environ 6 000 €).

- A Ningaia, en collaboration avec le Guludo Beach Lodge, a été développée une excursion à la journée, avec observation de la faune sauvage en saison sèche, depuis un observatoire construit par le parc. Le produit est exploité par un comité local (regroupant 22 communautés permettant ainsi de récolter des fonds (taxe d'entrée de 50 meticals par visiteur = 30€). Un comité de gestion (5 communautés concernées) a récemment été créé et formé.
- L'île de Rolas est réservée dans le plan de gestion comme une destination pour une excursion à la journée.

Plusieurs projets sont en cours : sentier dans la mangrove, excursions en bateaux traditionnels, sorties de pêche (Namaua).

Le projet vise par ailleurs à travailler avec un opérateur privé pour équiper 8 zones de camping dans le parc et à développer l'avitourisme ; une mission de faisabilité vient de se terminer ; 4 sites potentiels ont été identifiés, l'installation d'observatoires et la formation de guides communautaires sont programmées.

### La participation directe des opérateurs touristiques au développement local

Les opérateurs touristiques jouent un rôle clé pour le parc : ils apportent des financements au travers des taxes touristiques, qu'ils prélèvent eux-mêmes et reversent au parc (voir plus loin) et, pour certains, appuient directement le développement communautaire. Deux d'entre eux au moins (le Guludo beach lodge et le Matemo Island resort) travaillent étroitement avec les communautés locales, appuient leurs projets de développement,

achètent leur produits, les aident à surveiller les sanctuaires, etc. Ils sont ouverts aux collaborations avec le parc, pour développer des produits touristiques communautaires.

Des initiatives intéressantes sont à l'origine des hôtels eux-mêmes : ainsi, le Guludo lodge est en train de développer un guide à destination des hôteliers, pour l'achat des produits de la mer et l'idée est de distribuer un label (« green stamp ») aux hôteliers qui achèteraient des produits exploités de façon durable.

Bien qu'il s'agisse d'un objectif fort du projet, il n'y a pas encore eu à ce jour d'établissement de contrats communautaires avec les opérateurs touristiques.



Guludo beach Hotel (©C.Gabrié)

### Le Plan de développement touristique (PDT)

Le PDT, élaboré en juillet 2007 pour le Parc National de Quirimbas, a identifié l'activité touristique comme une opportunité économique « clé » pour le Parc. Le plan estime que le principal produit de développement touristique est la mer (à 90%), l'intérieur des terres constituant un complément.

Ce plan, qui s'inscrit dans les planifications existantes aux autres échelles (nationale et régionale) a été élaboré de façon participative ; des consultations publiques se sont déroulées en avril et mai 2007.

Le PDT analyse la situation actuelle du tourisme dans le parc et dans le pays, identifie 21 sites de développement potentiel et priorise les interventions, analyse les marchés potentiels et les

niches. Il évalue les évolutions prospectives\* et analyse le montant des taxes (pour les entrées, les activités,...), aujourd'hui trop faibles comparées aux pays alentour (les entrées dans le parc sont à environ 8US\$, contre 20-60US\$ en Tanzanie et 9-18US\$ en Afrique du sud).

Les relations entre les communautés et les opérateurs sont également analysées et des propositions sont émises pour les renforcer : mise en place d'une véritable co-gestion, basée sur des accords formels signés entre les parties, participation aux fonds de développement communautaire, implication du parc dans la médiation entre communautés et opérateurs, ...

Le plan précise qu'un sérieux accompagnement et un renforcement des capacités des communautés seront nécessaires.

#### Les différents éléments du plan de développement du tourisme

- la **section 1** concerne la **consultation du public** menée lors de l'élaboration du PDT.
- la **section 2** fournit une vue d'ensemble des principales **caractéristiques touristiques** du Parc, une évaluation des marchés et du niveau de la demande, sur la base d'une projection du nombre de touristes et du développement de l'activité jusqu'en 2017.
- la **section 3 (définition des sites touristiques et des priorités)** présente la stratégie pour le développement de l'hébergement et des activités, sur la base du processus de consultation, analyse le niveau de la demande touristique du Parc et étudie les sites touristiques potentiels du Parc.
- la **section 4 (revenus issus du tourisme)** considère les aspects économiques du tourisme au sein du Parc,
- la **section 5 (directives pour le tourisme dans le Parc)** étudie les impacts potentiels sur l'environnement (eau, exploitation des ressources, ...) et sur les communautés et fournit des orientations pour le développement touristique. Il propose un guide des bonnes pratiques<sup>2</sup>
- la **section 6 (mise en œuvre du PDT)** concerne :
  - La structure et l'équipe du Parc pour la mise en œuvre du PDT (dont rôle du comité de gestion et le statut de la zone tampon),
  - Le suivi de la fréquentation au sein du Parc,
  - le suivi-évaluation de la mise en œuvre du PDT et la révision éventuelle des orientations à la lumière des résultats,
  - L'intégration des orientations du PDT dans les outils de planification à l'échelle locale, dans le cadre de la décentralisation
  - Les processus d'accords pour les concessions de terres et pour leur gestion (critères de choix des opérateurs, modalités d'attribution des concessions, ...)
  - La formalisation des bénéfices pour les communautés locales (comprenant la reconnaissance des droits fonciers des communautés, au travers de licences, l'établissement de contrats entre les investisseurs et les communautés, et les fonds de développement communautaires).

\* D'après le PDT, avec une croissance moyenne annuelle du nombre de touristes de 12,5% par an (scénario moyen) le nombre de visit (non financée par le projet) entre 11 000 et 13 000 ; le niveau de tourisme généré supporterait une capacité de lits située entre 240 et 295 lits au sein du Parc ; on compte 3 emplois locaux pour un lit.

<sup>2</sup> basé sur le guide « Guidelines for tourism development, operations and activities: a synthesis » de l'Environment Business & Development Group (2006) ©EBDG Working Paper.

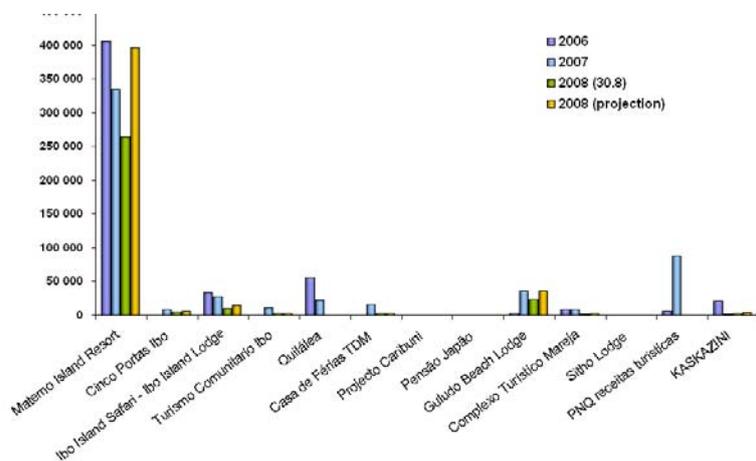
## L'impact du tourisme

Le parc a permis dès à présent :

- de limiter le nombre de sites de développement touristique, ce qui assure le maintien de la qualité des sites et de l'accueil touristique,
- de générer des revenus distribués aux populations,
- de faciliter le développement d'un tourisme communautaire.

### Les bénéfices totaux générés par les recettes

Outre les bénéfices directs liés aux recettes générés par les diverses taxes (de l'ordre de 60 000 € par an actuellement), des bénéfices indirects sont assurés au travers de l'achat de produits locaux pour la nourriture ou de matériaux locaux de construction, de l'embauche des entreprises locales de construction, ... En 2006, première année de mesure, les achats de produits locaux par les opérateurs touristiques se sont élevés en moyenne à 120 US\$ par lit.



Recettes issues des taxes d'entrée et d'activités touristiques en meticals pour les principaux hôtels du parc national de Quirimbas (source : plan de développement touristique)

### Les emplois

Les 5 entreprises touristiques du parc emploient 222 employés locaux, 42 autres mozambicains et 32 étrangers. A l'hôtel Matemo, 80% du staff, soit 72 personnes, proviennent du village alentour. Le Guludo emploie 40 personnes locales, dont 9 femmes, dont les salaires profitent à un tiers des 1500 villageois (en estimant qu'emploi fait, vivre une famille estimée à 10 personnes). Il fait vivre par ailleurs 8 pêcheurs locaux et 2 tailleurs de vêtements.

### Les impacts sociaux

Deux études ont analysé les impacts environnementaux et sociaux du développement touristique : l'une sur le Guludo lodge, l'autre à Ibo\*. Elles montrent toutes les deux les bénéfices sociaux et économiques apportés (cf ci-dessus).

\* Abidarré Alide, 2006. The socio-economics impacts of tourism development in Mozambique- the case of Guludo village in Cabo Delgado. Dissertation submitted in partial fulfillment of the award of a Bachelor of Science (tourism

Elles pointent en revanche les frustrations et l'insatisfaction d'une partie de la population, notamment ceux qui n'ont pas de bénéfices directs ; ce sentiment résulte du délai parfois important qui s'écoule avant que les opérateurs ne tiennent leurs promesses (construction des écoles, des maternités etc.) ou des attentes des populations vis-à-vis d'une embauche plus importante et d'une distribution maximisée des bénéfices directs.

L'insatisfaction est générée par divers éléments :

- les interdictions auxquelles sont confrontées les communautés, sur des zones sur lesquelles elles ont des droits, comme c'est le cas à l'hôtel de Matemo, où le passage sur la plage leur est interdit,
- les inégalités entre villages, les villages proches des hôtels étant favorisés par rapport aux villages plus éloignés, ce qui conduit à des conflits entre villages (ex. de Matemo).
- La frustration des communautés, enfin, qui bien qu'elles possèdent des droits sur les terres, ne participent plus aux prises de décision dès lors qu'elles ont signé un accord avec les opérateurs pour un investissement sur leurs terres.

Un autre impact négatif lié au tourisme qui pourrait advenir est la perte de repères culturels qui peut conduire à des problèmes sociaux (manque de respect des anciens, abus d'alcool, particulièrement chez les jeunes à Matemo).

Ces études reviennent sur l'importance majeure d'une bonne communication et des échanges entre les investisseurs/opérateurs avec les communautés locales très en amont des projets d'investissement et tout au long du projet ; une véritable cogestion est recommandée. Ces relations sont encadrées



Douche écologique au Guludo hôtel (© C.Gabrié)

**Un hôtel soucieux du développement durable : le Guludo lodge**  
Matériaux locaux, fabrication artisanale de terres cuites par les gens du village, création de modèle de douche économisant l'eau, toilettes sèches, usage raisonné des ressources naturelles, etc. L'écotourisme. Les responsables assurent par ailleurs des projets de développement communautaire (santé, éducation, etc.)

management) degree. Faculty of tourism management and information technology, 68p.

Etude sur les impacts du développement touristique sur l'île d'Ibo : cas de l'hôtel Safaris par la fondation britannique Sindisa. (décembre 2006).

par le plan de gestion et il revient donc au parc d'imposer aux investisseurs et aux opérateurs de s'engager dans la concertation autour de leur projet.

L'évaluation participative sur les aspects marins, de son côté, que les communautés étaient préoccupées par des problèmes liés au tourisme croissant, notamment la prise de photographies et la tenue vestimentaire des touristes. Elles demandent au parc de travailler avec les opérateurs pour élaborer un code de conduite permettant de diminuer ces problèmes relationnels.

## THAÏLANDE

Le tourisme occupe une place essentielle dans le projet de Thaïlande, dont les **objectifs** sont doubles :

- le développement du tourisme durable sur la côte Andaman, objectif qui repose sur la mise en place par l'AFD d'une ligne de crédit à taux bonifié à destination des opérateurs touristiques de la côte Andaman (hôtels, club de plongée, etc.) souhaitant développer des projets qui devront respecter une grille de critères environnementaux.

- la réduction des impacts sur le tourisme, notamment en renforçant la sensibilisation et l'éducation à l'environnement auprès des touristes, en renforçant les partenariats entre secteur privé du tourisme et le réseau des AMP et instaurant une diffusion des bonnes pratiques par les opérateurs privés (labels verts, nouveaux dispositifs de licences d'accès aux AMP pour les opérateurs touristiques et les guides ...)

Les activités, qui débutent à peine, sont financées par l'AFD (objectif 1) et par le FFEM (objectif 2 : projet SAMPAN).

### Le tourisme dans les parcs en Thaïlande (source : rapport de présentation)

En 2003, 12,5 millions de touristes ont visité 102 parcs nationaux terrestres, et 1,8 millions de touristes ont visité 27 parcs marins, le plus fréquentés étant Khao Laem Ya - Mu Ko Samed (golfe de Thaïlande, Sud-est de Bangkok) avec 265 000 visiteurs.

Quatre vingt quatorze parcs ont désormais une capacité d'hébergement (contre 52 seulement avant 2004), avec un total de 697 chambres représentant un chiffre d'affaires potentiel de 1,5 million de Baht par jour (33 000 €), soit un tarif d'environ 40 euros la nuit. Par contre, les droits d'entrée dans les parcs sont faibles (200 Baht à Lam Son – 4,4 € - pour 10 000 visiteurs par an) et aucun droit d'entrée spécifique n'existe la plupart du temps pour les plongeurs. En dehors de l'hébergement et de la restauration sur les îles, qui occupent une bonne partie du personnel des parcs, les parcs ne sont pas opérateurs directs de services touristiques. Ceux-ci sont assurés par le secteur privé ou, dans une moindre mesure, les communautés.

Les revenus tirés du tourisme sont répartis comme suit :

- 5 % du revenu des parcs est versé à l'échelon local de l'administration territoriale (sub-district), dépendant du ministère de l'intérieur ;
- 10 % du solde va au parc lui-même ;
- 50% du solde peut être mobilisée par les parcs sous forme de projets pour financer des innovations, sous l'autorité d'un comité de pilotage et après présentation d'un dossier ; certains parcs comme Lantah, utilisent ces fonds additionnels pour palier aux manques récurrents de fonds affectés à leurs dépenses courantes ; le reste des recettes revient au niveau central.

Sur la Côte Andaman, environ 150 clubs de plongée existent et sont principalement dirigés par des étrangers. Avec des investissements compris entre 30 000 et 300 000 €, les clubs de plongées sont en général fragiles.

D'une manière générale, le secteur privé du tourisme n'appuie pas directement les aires protégées, dont il bénéficie et utilise les ressources pour son activité ou sa communication. Dans le même temps, la croissance continue du secteur du tourisme nautique conduit actuellement à des pressions et dégradations fortes sur les AMP de la côte Andaman.

La gestion des touristes et de leur accueil (hébergement, restauration, etc.) est devenue la priorité de l'affectation du personnel des parcs, alors que peu d'efforts sont consacrés à l'information sur les AMP elles-mêmes, leur milieu marin et terrestre.

#### Promotion d'un tourisme durable (AFD)

L'objectif est de mettre en place une ligne de crédit concessionnelle pour améliorer les pratiques touristiques et inciter les opérateurs à la conservation de la biodiversité. La sélection des projets doit se faire sur la base de critères environnementaux rigoureux.

La première phase doit développer un cadre pour la sélection des projets :

- mettre en place la grille de critères d'éligibilité (critères « biodiversité », sociaux et économiques) ;
- identifier les zones de développement touristique par une analyse croisée de la sensibilité des écosystèmes et des risques environnementaux.

La deuxième phase adapte et teste le cadre définit au-dessus à la côte d'Andaman et développe un cadre incitatif pour une meilleure contribution du secteur touristique à la conservation de la biodiversité.

La troisième phase définit un processus de sélection des projets. Elle intègre le cadre environnemental dans les processus de décision des investisseurs et identifie des personnes en charge du suivi des activités.

#### Réduction des impacts du tourisme (FFEM)

Le projet vient tout juste de démarrer mais quelques activités ont été initiées :

- Renforcement de l'application des standards aux clubs de plongée et opérateurs nautiques liés aux AMP (signature d'un MoU avec l'association Green Fins).

#### Le Label Green Fins

Le programme Green Fins, développé par le centre des mers régionales du PNUE (COBSEA/PNUE) et mis en œuvre localement par le centre de biologie marine de Phuket, sous la direction du ministère chargé de l'environnement, a pour objet de développer un réseau d'opérateurs touristiques du secteur marin (clubs de plongée, transporteurs, hôtels ayant une activité de transport en mer et de loisirs marins) autour de trois objectifs :

- Respecter des pratiques durables du tourisme en mer, respectueuses du milieu, et promouvoir l'information du public ;
- Améliorer le dispositif de suivi-monitoring des récifs coralliens en impliquant le secteur privé ;
- Certifier les clubs et les engager vers un respect du code de conduite « Environmentally Friendly Standards for Dive Operations », développé par la Coral Reef Alliance (CORAL), standard international reconnu pour les activités nautiques en particulier en milieu corallien.

Le centre de Phuket mobilise des étudiants et a adapté ses questionnaires autour des audits. Cette initiative est encore peu appliquée. Seuls les grands clubs de plongée s'impliquent, alors que les plus petits considèrent encore la mer ouverte et libre à tous.

- Sensibilisation des opérateurs touristiques : organisation d'une tournée de 4 jours de représentants du Tourism Operator's Initiative, programme conjoint WWF et de 22 tours opérateurs (18 millions de voyageurs par an) visant à promouvoir des bonnes pratiques dans la filière touristique.

D'autres activités en sont toujours au stade de préparation, notamment :

- étude sur la capacité d'accueil des parcs ;
- évaluation environnementale et amélioration des bonnes pratiques dans la gestion des infrastructures du parc, qui devrait être menée par la Green Leaf Foundation ;
- évaluation de la satisfaction des visiteurs.

Les autres activités prévues dans le rapport initial de présentation sont :

- le développement de critères spécifiques d'audit des infrastructures d'accueil des touristes au sein des AMP à travers l'analyse des AMP du projet par Green Leaf.
- le développement de partenariats spécifiques avec les AMP sur la côte d'Andaman : événements spécifiques de promotion, développement de nouveaux systèmes d'appui aux AMP (taxe de séjour, reforestation...); analyse du secteur touristique (enquête sur toute la côte).
- les nouvelles régulations d'accès aux AMP réduisant les impacts sur les sites : permis pour les guides touristiques liés aux parcs, licence pour les tours opérateurs liés aux AMP.
- les standards Green Fins appliqués aux clubs de plongée et opérateurs nautiques liés aux AMP.
- la mise en œuvre de projets MDP (mécanisme de développement propre) comme outil complémentaire de réduction des impacts du secteur tourisme.

## CRISP

Une étude sur la possibilité de développer une hôtellerie plus respectueuse de l'environnement et en particulier des récifs coralliens est en cours dans le cadre du programme CRISP.

Il était envisagé de s'appuyer sur une labellisation existante. Le label Green Globe avait été envisagé. Mais celui-ci couvre trop de champs pour être applicable aux seules spécificités coralliennes.

Cette étude, dans un premier temps centrée sur Fidji, va être étendue à la Polynésie française en 2009.

Par ailleurs, en dehors du financement CRISP, à Fidji, le Hide Away resort, propose aux touristes des activités de restauration de récifs devant l'hôtel, à partir d'une pépinière de corail, gérée par le village voisin. Les bénéfices de cette activité sont distribués à la communauté.

### Plan d'affaires pour le PGEM de Moorea

L'île de Moorea est une AMP principalement valorisée par le tourisme. Le fonctionnement de cette AMP est pour l'instant essentiellement assuré par le bénévolat de quelques passionnés, regroupés dans l'Association du PGEM. Toutefois le non respect des règles du PGEM par les usagers de la zone (pêcheurs, vacanciers, hôteliers, etc.) nécessite de disposer de moyens pour assurer la surveillance et faire appliquer les règles par tous.

Le CRISP a donc décidé de financer un plan d'affaire pour examiner comment passer de ce stade bénévole, trop incertain, à une gestion efficace et basée sur un budget de fonctionnement stable. Celui-ci devra proposer des scénarios de budgets (fonction des missions reconnues nécessaires et donc de la taille de l'équipe) et des scénarios de recette (parmi les sources de financements possibles : impôts, taxe, droits, etc.). Les responsables choisiront ensuite, après concertation avec les parties prenantes, le schéma d'affaire retenu pour faire fonctionner correctement l'AMP.



Développement hôteliers sur pilotis dans le lagon de Moorea (© Pae Tai Pae Uta)

## ANALYSE, CONCLUSIONS ET LEÇONS APPRISSES

Le tourisme est reconnu comme l'une des activités les plus prometteuses pour les aires protégées. Il peut jouer à la fois un rôle positif (apport de financements aux AMP, sensibilisation des touristes, maintien des paysages) et un rôle négatif (source de dégradation et de pollution, importants besoins de ressources naturelles - eau, nourriture, espace -, impact culturel).

Considéré comme le principal moyen de développement et de financement des AMP, il est de plus en plus au cœur des préoccupations des bailleurs et des gestionnaires et prend une place toujours plus grande dans les projets. L'objectif affiché est de générer des financements pour l'AMP et les populations locales (SMMA, Quirimbas, OPAAL, Narou Heuleuk, Côte Andaman). Ainsi le projet du Parc National des Quirimbas prévoit que « le développement du tourisme doit permettre à terme de couvrir une partie des coûts de fonctionnement et générer des retombées positives pour les populations locales ». Ce choix est largement entériné dans les différents outils de gestion développés : plans de gestion, plan d'affaire, plans de développement touristique.

Les contextes présentent des différences majeures entre la Thaïlande, Moorea, Ste Lucie ou encore Sint Vincent & les Grenadines qui reçoivent plus de 100 000 visiteurs par an, les aires protégées des Quirimbas, de l'île de Coco ou du Bamboung qui en comptent 2 à 3000 par an, ou encore les AMP de Méso-Amérique ou de Tanzanie, qui en reçoivent moins de 1000 par an. Il est donc illusoire de penser que le tourisme peut systématiquement servir de solution au financement de l'ensemble des besoins des populations locales et de toutes les AMP.

On distingue deux principaux types d'intervention des projets, qui se traduisent par des positionnements, des rôles et responsabilités variables des gestionnaires :

- un rôle de prévention et d'accompagnement du développement touristique : anticiper et réduire les risques et les impacts sur le milieu (études d'impact, développement de bonnes pratiques, information, sensibilisation, étude de capacité de charge etc.) ainsi que les conflits entre acteurs (le plus souvent entre pêche et tourisme) ;
- un rôle d'incitation au développement d'un éco-tourisme durable avec des organismes de gestion ayant un rôle moteur (aux Quirimbas avec la création d'un « environnement favorable pour l'investissement et la promotion du parc » ou en Thaïlande), voire même un rôle direct d'opérateur pour le gestionnaire de réceptifs communautaires (dans les AMP de Cayos Cochinos et du Bamboung).

Les projets articulent de plus en plus la prévention et l'incitation, surtout dans le cas de projets cofinancés par le FFEM (prévention) et l'AFD (incitation).

Les expériences rencontrées amènent à distinguer différents types de tourisme selon leur impact et les retombées financières locales :

1. Tourisme de haut à très haut de gamme - (Mozambique, Moorea, Caraïbes) : peu de touristes, usage important de ressources naturelles, donc impact environnemental mitigé, des populations parfois écartées (exemple du Quilaloo au Quirimbas), peu d'emplois (car peu de compétences locales), peu de retombées locales des bénéfices qui partent généralement à l'étranger ; c'est souvent le tourisme promu par les bailleurs ;
2. Tourisme moyen et bas de gamme - (Thaïlande, Caraïbes) : tourisme de masse très impactant sur l'environnement, impact socioéconomique positif en terme d'emplois mais négatif en terme d'impact social, très intéressant financièrement pour l'AMP car c'est lui qui génère le plus de financements liés aux taxes,
3. Tourisme écologique et/ou responsable et solidaire de haut de gamme (type Guludo, à Quirimbas au Mozambique) : des emplois multiples, directs, immédiats et sur le long terme (pas uniquement pour la construction de l'hôtel), un impact sur le milieu réduit au maximum, des retombées sur les villages voisins, bénéfices directs (emplois) et indirect (projets de développement),
4. Tourisme communautaire : (Mozambique, Méso-Amérique) : des emplois directs, mais en petit nombre, peu d'impact sur l'environnement, mais des bénéfices directs et immédiats pour les populations.
5. Tourisme scientifique (Méso-Amérique) : consistant à accueillir des équipes de recherche avec les infrastructures et services nécessaires, peu impactant et des bénéfices évident en termes d'appui pour l'AMP.

Le portage des activités touristiques et hôtelières est également très variable suivant les projets : portage par des professionnels du tourisme (Thaïlande, Mozambique, Caraïbes), par des communautés locales (Mésoamérique, Mozambique) ou par les responsables des AMP (Sénégal, Mésoamérique).

**Les problèmes environnementaux résultant du tourisme** sont liés à l'intégration paysagère des hôtels, avec une banalisation des paysages, à l'occupation de l'espace, à la pression foncière, avec un risque particulier lié aux AMP d'amener une forte plus-value du foncier en zones côtières et conduire à des opérations immobilières spéculatives ayant des impacts négatifs. Ils sont également liés à l'artificialisation du littoral, à l'impact environnemental des infrastructures en phase de chantier (déforestation, sédimentation) et en phase d'exploitation (hôtels, golfs, etc.) ainsi qu'aux activités de loisirs (dégradation des récifs par piétinement ou en plongée, collecte d'organismes). Le tourisme multiplie fortement la consommation d'eau potable, dans des sites où la ressource est souvent rare. Il accroît également considérablement les rejets d'eaux usées et les déchets, ainsi que la consommation de ressources naturelles et d'énergie (selon une étude du groupe Accor, en moyenne, une résidence principale en France consomme 190 kWh par personne, tandis qu'un hôtel Sofitel consomme le double - 380 kWh). Les questions globales sont également importantes, notamment l'impact des transports aériens, ainsi que les problèmes sociaux (drogue, alcool, prostitution, perte de respect des anciens, etc.).

L'exemple du projet AFD/FFEM en Thaïlande est unique dans le portefeuille, avec un projet presque uniquement dédié au développement d'un tourisme durable, dans un pays de tourisme à grande échelle, développant des activités originales (fonds dédié, labels). Ce projet sera probablement riche d'enseignements, mais il démarre à peine et il n'est pas encore possible d'en tirer des leçons.

La diversité des situations rend donc difficiles les conclusions générales sur l'expérience des projets.

### Les bénéfices pour les AMP et les populations

Le tourisme est une opportunité pour le développement des AMP. Plusieurs aires protégées et les communautés locales qui y résident en tirent un bénéfice substantiel. Dans de rares cas, il autofinance presque toute l'AMP (petites AMP comme celles de la SMMA à Ste Lucie et du Bamboung au Sénégal). Pour certaines AMP c'est parfois la seule opportunité de financement, tandis que pour d'autres aucun tourisme n'est envisageable à court et moyen termes, du fait de conditions d'accès difficile, de l'absence d'infrastructures ou de conditions de sécurité (ex. Mnazi Bay). Dans ce cas, d'autres modes de financements des AMP doivent être recherchés : fonds fiduciaires ; paiement pour services environnementaux (voir chapitre « Financement pérenne des AMP »).

Si tous les acteurs espèrent des retombées financières du tourisme, les échelles de temps de ces retombées diffèrent. Les communautés attendent des retombées rapides, les opérateurs privés ne peuvent pas espérer atteindre l'équilibre financier avant 3/5 ans (selon les pays et les types d'hôtellerie), tandis que l'autonomie de l'AMP grâce aux retombées du tourisme ne peut pas être attendue avant de nombreuses années, même si des bénéfices substantiels peuvent intervenir plus tôt. Les bénéfices issus du tourisme sont de 3 ordres dans les projets existants :

- les droits d'entrée dans les AMP, dont les montants sont très variables : de la gratuité à 10US\$, ce qui est faible au regard des tarifs pratiqués dans certains parcs, généralement terrestres (20-60 US\$ en Tanzanie et 9-18 US\$ en Afrique du sud, par exemple),
- les redevances sur les activités (sites d'amarrage, plongée, plaisance et apnée le plus souvent),
- les redevances sur les concessions hôtelières (Quirimbas).

#### Prix d'entrée dans les AMP du projet

Sites	Prix d'entrée dans les AMP	Nombre de touristes par an
Cayos Cochinos (Honduras)	De 2 à 10 US\$	Environ 200
SMMA (Ste Lucie)	0 mais taxe sur les activités	500 000
Bamboung (Sénégal)	0	2 000
Tobago Cays (St Vincent &)	5 US\$ /j plus taxe sur les activités	150 000

Grenadines)		
Moorea (Polynésie française)	0	170 000
Ile de Coco (Costa Rica)	25US\$	Environ 3000
Mnazi Bay (Tanzanie)	5-10US\$	Environ 1000
Quirimbas (Mozambique)	8 US\$	3300
Thaïlande	4US\$	265 000 max pour 1 parc

Le partage équitable de ces revenus touristiques doit être prévu dans les projets et les bénéfices apportés doivent être mesurés (taux de pénétration des revenus générés). Car si ces droits et redevances sont une source de financement pour les AMP, les retombées économiques doivent également profiter aux communautés locales. Plusieurs projets du portefeuille prévoient un retour des bénéfices vers les populations : dans l'AMP communautaire du Bamboung 1/3 des recettes du campement éco-touristique doit être reversé à la communauté rurale, dans l'AMP de Cayos Cochinos au Honduras les redevances financent des projets communautaires et enfin dans le Parc des Quirimbas au Mozambique 20% du produit des taxes touristiques et 30% des bénéfices du tourisme communautaire sont reversés dans un fonds communautaire.

Le mode de redistribution des bénéfices touristiques doit être étudié au cas par cas. La création d'un fonds communautaire est une solution intéressante, car elle permet aux communautés de s'approprier une partie des bénéfices du parc et de les gérer en direct.

Dans tous les cas, il est donc important d'évaluer le volume des bénéfices potentiels générés par le tourisme et de clarifier aussi en amont que possible la part redistribuée aux populations locales et la part pouvant servir à financer de manière pérenne le fonctionnement de l'AMP (en lien avec l'élaboration d'un plan d'affaire de l'AMP, voir chapitre « Financement pérenne des AMP »).

Le tourisme scientifique, qui consiste à accueillir des scientifiques qui payent leur séjour pour venir faire des recherches de terrain dans l'AMP est peu développé à l'heure actuelle dans les projets (Cayos Cochinos au Honduras, Andavadoaka à Madagascar). Il est pourtant très rentable à la fois en terme financier et en terme de renforcement des moyens humains pour la recherche et les suivis. Mais il nécessite des investissements, dont l'importance dépend du type de recherche attendu et du niveau des chercheurs (exemple de Cayos Cochinos qui a développé une station scientifique, en partenariat avec des universités américaines, ou l'exemple de Blue Venture à Madagascar, où les installations sont plus modestes). C'est sans conteste une opportunité intéressante pour les AMP que les projets doivent considérer.

**A Cayos Cochinos**, le tourisme scientifique rapporte environ 200 000 \$ par an (entre 500 et 600 volontaires par an qui paient chacun 400 dollars à l'organisme de gestion). Les taxes d'entrée du site financent des projets communautaires.

**A l'île de Coco**, 2000 visiteurs plongeurs déboursent de 4 à 5000 USD par personne pour un séjour de plongée d'une semaine soit un chiffre d'affaire d'environ 10 millions d'USD par an.

**A la SMMA**, l'évaluation de la valeur économique des récifs coralliens associés au tourisme a été estimée à 72,2 millions de dollars ; 94 % de la valeur du récif était constituée par le tourisme.

**A Bamboung**, l'exploitation du campement a donné lieu à une activité d'écotourisme significative permettant de rémunérer le personnel, les gardiens et de payer le fonctionnement de l'AMP ainsi que de produire des bénéfices qui ont pu certains trimestres donner lieu à reversement à la communauté rurale (1/3 des recettes revient à la communauté).

**A Quirimbas**, 3 300 touristes ont visité le parc en 2006 et la capacité hôtelière actuelle est de 142 lits. 5 sites pratiquent le tourisme communautaire, dont 3 concernent la partie marine du parc. A Ibo en 2007, un total de 137 nuitées ont été comptabilisées (soit un bénéfice d'environ 1000 €). Les bénéfices générés ont multiplié par 2 ou 3 les revenus des familles. A Ningaia, en 2007, environ 200 US \$ ont été récoltés (107 touristes en 6 mois) grâce à la visite du parc. Outre les bénéfices directs liées aux recettes générées par les diverses taxes (de l'ordre de 60 000 € par an actuellement), des bénéfices indirects sont assurés au travers de l'achat de produits locaux pour la nourriture ou de matériaux locaux de construction, ... Les 5 entreprises touristiques du PNO emploient 222 employés locaux, 42 autres mozambicains et 32 étrangers. A l'hôtel Matemo, 80% du personnel, soit 72 personnes, vient du village proche. L'hôtel Guludo emploie 40 employés locaux, dont 9 femmes, dont les salaires profitent à un tiers des 1500 villageois. Il fait vivre par ailleurs 8 pêcheurs locaux et 2 tailleurs. Dans le parc de Quirimbas, 20% des recettes du parc vont à un fonds communautaire.

## Le tourisme communautaire

Les expériences de tourisme communautaire dans les projets, même s'ils connaissent un certain succès, apportent plusieurs enseignements : à petite échelle, ils peuvent être portés par les communautés à condition que celles-ci soient très bien formées et accompagnées jusqu'à atteindre les standards requis, ce qui peut prendre plusieurs années (voir chapitre « Activités Alternatives Génératrices de Revenus » p...).

Lorsque les projets décident de développer ce type de tourisme, il est souhaitable qu'ils collaborent avec des spécialistes du secteur pour travailler non seulement sur le produit touristique lui-même, mais aussi et surtout sur sa mise en vente, notamment auprès des tours opérateurs spécialisés dans le type de produit offert par l'AMP, car ces petits projets n'ont généralement pas les moyens de se faire connaître à l'étranger.

## Gestion et co-gestion : le rôle des acteurs

Des réflexions sérieuses doivent être engagées sur la place du gestionnaire de parc au regard du tourisme. On peut en effet se demander si le rôle du gestionnaire d'AMP est réellement d'assurer le développement du tourisme, comme dans le parc des Quirimbas ou l'AMP du Bamboung, ou si les projets ne devraient pas, comme pour les AAGR, s'appuyer sur des partenariats avec des professionnels. Les projets d'activité économiques seraient ainsi construits dès le départ avec le

gestionnaire et ses partenaires spécialisés (tourisme, AAGR, etc.)

L'exemple de l'AMP communautaire du Bamboung a en effet montré que si certains projets touristiques peuvent être initiés par les responsables des AMP, ces derniers peuvent difficilement les porter à long terme. Là encore, le relai devrait être passé à des professionnels du tourisme, à la fois pour gérer l'activité et pour « vendre le produit » aux opérateurs sur les marchés internationaux et spécialisés.

Les opérateurs touristiques jouent un rôle clé pour plusieurs AMP et les voies de la co-gestion avec ces professionnels sont à explorer et à renforcer. Si les acteurs touristiques sont le plus souvent représentés dans les comités de gestion, peu d'AMP du portefeuille ont développé une véritable co-gestion, sous forme de chartes ou d'accords avec les opérateurs. L'expérience du projet engagé en Thaïlande sera riche d'enseignement sur ce sujet particulier, ainsi que celle du parc des Quirimbas qui s'engage dans cette voie depuis peu.

L'inscription des conditions d'un cadre de travail entre les communautés et les opérateurs touristique dans le plan de gestion du Parc des Quirimbas semble être un exemple intéressant à suivre. Il prévoit notamment l'établissement de contrats entre les opérateurs et les communautés locales concernées pour définir les conditions d'accès au foncier, les règles de gestion des sites et de redistribution des bénéfices.

### Des besoins en formation

Le développement du tourisme dans les pays d'intervention des projets est parfois récent de sorte que les besoins de formation des acteurs locaux (employés ou gestionnaires) sont très importants. Le rôle des projets pour répondre à ce besoin de renforcement des capacités reste à définir, mais il est fortement recommandé de nouer à nouveau des partenariats avec des professionnels du tourisme dans ce domaine (appui à des centres de formations existants, liens avec les écoles hôtelières de la région quand elles existent, etc.). Certains emplois plus qualifiés (de guide, de piroguier, etc.) nécessitent souvent une formation et une « homologation » officielle ou professionnelle.

Le tourisme offre d'importantes opportunités de débouchés pour les produits locaux, sous réserve d'un suivi rigoureux de la qualité et d'un accompagnement des opérateurs locaux vers une transformation des produits respectant les attentes et standards touristiques (exemple de l'artisanat, ou de produits alimentaires frais très sensibles comme les huîtres fournies par une AMP de Casamance au Sénégal ou la sauce d'huître du parc des Quirimbas). Il y a là tout un champ de développement pour les activités génératrices de revenus à filières très courtes pour autant qu'elles soient fondées sur de solides formations nécessitant souvent un accompagnement de long terme.

### Développement des bonnes pratiques

Les bonnes pratiques en matière de tourisme doivent être développées à tous les niveaux : dans les relations avec les communautés ; dans le choix des sites touristiques ; dans leur aménagement en phase de chantier (voir le guide d'aménagement en milieu corallien édité par le Ministère de l'Ecologie français), où l'on privilégiera les matériaux locaux et la main d'œuvre locale, ou en phase d'exploitation (eau, déchets, etc.) et dans le domaine des activités touristiques (nautisme, plongée, observation des animaux, etc.).

Des guides de bonnes pratiques pour les touristes et professionnels du tourisme ont été développés par certains projets : Parc National de l'Île de Coco, Projet récif mésoaméricain.

Des expériences originales sont à souligner comme certains hôtels à Fidji qui ont développé des concepts impliquant les touristes (physiquement ou au travers de donation) dans la restauration de récifs coralliens, ou encore le Guludo lodge à Quirimbas, qui développe un guide à destination des hôteliers pour l'achat responsable des produits de la mer.

### Sensibilisation

Les actions de sensibilisation en direction des touristes sont à ce jour relativement peu développées, sauf dans de rares AMP, comme l'île du Coco ou la SMMA (brochures et vidéo sur les règles à respecter, l'appel aux dons des visiteurs, ou guides pour la plongée sous-marine). Ces supports sont très efficaces en termes de sensibilisation et de nombreux autres produits de ce type pourraient être créés.

Les sentiers sous-marins, par exemple, ne sont développés dans aucun des projets du portefeuille alors qu'ils sont un puissant moyen de sensibilisation des touristes et des populations locales (notamment les enfants). Leur installation est aujourd'hui bien maîtrisée avec des outils parfois originaux (comme les tubas audio-guides qui diffusent musiques et commentaires au cours de la visite, etc ..).

Les actions de sensibilisation sont rares en direction des opérateurs, sauf au parc des Quirimbas, en Thaïlande, où il s'agit de l'un des objectifs principaux du projet, et dans le CRISP où des chantiers de restauration des récifs sont réalisés en partenariat avec les hôtels (Fidji).

Les AMP sont également reconnues comme des outils pédagogiques et cet aspect pourrait être renforcé lors du montage des projets en s'inspirant des expériences de collaboration avec les écoles comme à Tuvalu dans le cadre du CRISP (chantiers de restauration), la SMMA à Ste Lucie, ou l'AMP communautaire du Bamboung où la sensibilisation de milliers d'écoliers a été intégrée au projet.

### L'écocertification

Envisagée dans le programme CRISP, elle n'est mise en œuvre que dans le projet Cote Andaman

de Thaïlande. Ce pays dispose déjà d'une bonne expérience dans le domaine, qu'il serait intéressant de capitaliser comme guide pour de futurs projets lorsque le projet sera plus avancé.

Des initiatives plus modestes mais tout aussi intéressantes et importantes peuvent être développées à plus petite échelle, à l'image de l'expérience de l'hôtel Guludo lodge dans le parc des Quirimbas qui a pris de lui-même l'initiative de développer un label (« green stamp ») qui serait attribué aux hôteliers qui achètent des produits exploités de façon durable.

### Peu de planification et peu de suivis

Alors que le développement du tourisme est souvent affiché comme un enjeu fort, on constate que peu de projets développent les bases de connaissances et de suivis nécessaires :

- Peu d'AMP ont élaboré des plans de développement du tourisme à l'exception de Quirimbas et de Mnazi Bay. Pourtant son développement doit être soigneusement réfléchi et la production d'un plan de développement écologiquement et socialement durable pour le tourisme est souhaitable (identification des sites, des activités, capacité de charge, taxes, règles, etc.).
- Les plans d'affaires qui devraient permettre d'établir les hypothèses de revenus du tourisme attendus pour alimenter le budget de l'AMP, sont extrêmement rares dans les sites visités.
- La capacité de charge est rarement estimée. Seul le projet de l'île de Coco a évalué et établi la capacité de charge de tous ses sites de plongées et va commencer à réviser en conséquence les règles de plongées par site (nombre de plongée par site et nombre de plongeur par palanquée).
- Les études de l'impact du tourisme sont rares (2 études d'impact ont été réalisées aux Quirimbas).
- les programmes de suivi de la fréquentation et des impacts induits du tourisme sont absents, à l'exception de l'île du Coco qui a développé un plan de suivi de l'impact du tourisme marin ; et de la SMMA qui a étudié certains effets (ex : plongée). Ces suivis doivent être développés de façon régulière, sur la base de critères adaptés.